Georges Guingouin (1913-2005)

TIRANT très jeune les leçons de la mort de son père fauché le 28 août 1914 par les mitrailleuses allemandes, Georges Guingouin aura en horreur toutes les boucheries de l'armée, inutiles et pour la gloriole.

Il découvre lors de sa formation à l'école normale d'instituteurs : Pierre Leroux, Charles Fourier, Saint-Simon, Jean Jaurès, Jules Guesde et Adrien Pressemane (un modèle, avec Martin Nadaud, pour les jeunes du Limousin). Profondément marqué, il ne considère jamais comme vérité ce qui est affirmé avec la plus grande autorité. Pour lui, il faut faire avant tout un acte de réflexion.

En 1934, il fait son service militaire au secrétariat de l'état-major de la 6^e compagnie du Train (donc à l'École militaire Paris).

En 1935 il est nommé instituteur à Saint-Gilles-les-Forêts (Haute-Vienne).

Communiste autodidacte, il ne doit rien aux écoles du parti communiste français. Il ne sera jamais un professionnel de la révolution obéissant à des mots d'ordre venus d'en haut, mais un communiste de terrain, agissant en conscience à partir de principes éthiques s'opposant à tout totalitarisme. Il n'a jamais accepté les blessures infligées à son prochain. Il s'est toujours rangé du côté de ceux qui peinent et souffrent.

Préfet du maquis, les sabotages de ponts en Haute-Vienne retardent la montée en Normandie de la Division SS das Reich, assurant ainsi la réussite du débarquement américain du 6 juin 1944, selon le général Eisenhower.

Le 20 novembre 1944, il est gravement blessé dans un accident de sa voiture. Au printemps 1945, ses amis des cellules locales du PCF désignent ce libérateur de Limoges (sans un coup de feu) comme la tête de la liste Union Patriotique Républicaine et Antifasciste (UPRA). C'est la première fois que les femmes votent. La majorité est à 21 ans et l'éligibilité à 25 ans. Il bat la liste SFIO de Jean Le Bail (ancien collaborateur avec l'occupant) et celle du MRP Robert Schmidt (ancien résistant, député en 1946).

Du 6 mai 1945 au 19 octobre 1947, Guingouin, maire de Limoges organise des réunions par quartier pour s'assurer de l'appui de la population. Il ouvre des chantiers pour approvisionner en bois de chauffage les plus pauvres, et prioritairement les plus de 65 ans. Il s'appuie sur les initiatives citoyennes, jugeant la solidarité nécessaire et vitale.

Dès mai 1945, il réquisitionne une usine, immeuble de 7 étages occupé par l'armée, pour y loger les services municipaux. Il tente de récupérer la caserne Beaublanc pour accueillir une cité universitaire et la caserne Beaupuy pour loger d'urgence les sans abri. Il édifie une cité

administrative, qui permet de libérer 94 logements. Il confisque des locaux d'habitation occupés par d'anciens services de Vichy. Il fait recenser les logements vacants aux fins de réquisitions. Il organise des colonies de vacances et un patronage laïc municipal...

À la suite de manœuvres des apparatchiks staliniens du PCF, Guingoin est écarté des élections de 1947, et Léon Betoule (rallié à Vichy) reprend sa Mairie.

En 1952, il déchire sa carte du PCF, préférant un projet d'alliance horizontale de tous les exploités et opprimés. Il est exaspéré par tous les mensonges, explicites ou implicites, notamment sur la question de l'établissement des faits historiques : « *le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.* »

Réintégré dans l'enseignement, il devient instituteur à Saint-Laurent-les-Églises (près d'Ambazac) avec sa femme, ex-institutrice remplaçante à Troyes (Aube) d'où elle est originaire.

En décembre 1953, il est incarcéré à Brive, par le juge d'extrême droite Delmas. Le 22 février 1954, il est tabassé à mort dans sa cellule par le surveillant chef Méron et le gardien Cueille. Il est transféré dans le coma à la prison de Toulouse, puis à l'hôpital psychiatrique. Il est libéré le 14 juin 1954. Un non-lieu de la justice lui sera délivré en 1959. Le PCF le réhabilite en 1998.

Fortement pragmatique, Guingoin s'attache aux faits et aux humains, pour prendre en considération ce qui ne change pas et aussi ce qui change. Toute sa vie, il pratique une discipline personnelle attentive à l'autonomie de la pensée. Il se méfie des dogmes et de leurs clergés, qui veulent nous faire revenir aux temps des seigneurs.

Le communisme, pour lui, est un idéal, pas un parti. Il se rapprocherait de Proudhon contre Marx, n'ayant jamais cru ni à la société unanime ni à la dictature du prolétariat.

Cette image de très grande austérité est contrebalancée par le caractère ravageur et vitaliste de son rire (dixit Gérard Monédiaire).

Note du CIRA Limousin/RB

« *Actualité de la pensée de Georges Guingoin* », Actes du Colloque du 9 mars 2013 (coordonnés par Véronique Tixier), Les Amis du Musée de la Résistance de Limoges, éditions AMR, 15 €, 159 p.